

Europe

FENÊTRE SUR GÈNES (6) : UNE FÊTE NATIONALE PAS COMME LES AUTRES

Simon Clavière-Schiele

26/04/2020

Depuis Gênes, en Italie, l'artiste français Simon Clavière-Schiele nous raconte chaque semaine le quotidien de son quartier. La fête nationale italienne, célébrée le 25 avril – donc cette année en plein confinement – est l'occasion pour lui d'apporter son éclairage sur un paysage politique confus, au niveau national comme régional, avec une extrême droite en embuscade.

Ce samedi 25 avril, dans le quartier du Carmine à Gênes comme partout dans le pays, était fêté le jour de la victoire des Partisans et des Alliés sur les forces fascistes et nazies en Italie, il y a soixante-quinze ans de cela. À 15 heures, de nombreux habitants ont, depuis leurs fenêtres ou leurs terrasses, chanté *Bella Ciao*, le chant des résistants italiens. Mais si le spectacle était plein d'entrain, toutes les fenêtres n'étaient pas ouvertes et on pouvait apercevoir, derrière certaines d'entre elles, des habitants visiblement indifférents à l'hommage, vaquant tranquillement à leurs occupations domestiques.

Si le quartier est connu pour être un bastion de la gauche et que l'Italie vit en ce moment un grand moment d'unité nationale autour de deux figures attachées à la promotion des valeurs héritées des luttes antifascistes – le président de la République Mattarella (qui recueille 75% d'opinions favorables) et le président du Conseil Conte (qui culmine dans certains sondages à plus de 70% d'opinions favorables, du jamais vu !) –, tout le monde ici, comme dans l'ensemble de péninsule, ne chante pas d'une même voix.

Bella Ciao parle de la mort, comme notre *Chant des partisans* ou *La Marseillaise*. Elle parle de sacrifices dans la lutte contre l'ennemi : « Je sens que je mourrai...en tant que partisan ». Soixante-quinze ans après, l'Italie se bat courageusement pour sauver ses anciens parmi lesquels les derniers témoins de cet épisode tragique de l'Histoire. Glorieux pour certains, beaucoup moins pour d'autres. Mais l'ensemble du corps médical, des secouristes et des professionnels qui maintiennent les services minimums et les secteurs essentiels n'ont pas envie de mourir et ne partent pas le matin au travail la fleur au fusil. On ne mène pas une guerre, il n'y a pas de camps, il n'y a pas d'agresseurs ni d'agressés. Et si le spectre de la mauvaise gestion du système de santé par

certaines gouverneurs de région appartenant à de la Ligue de Matteo Salvini est déjà agité dans les journaux, il est à la fois tôt et imprudent de politiser et encore moins d'idéologiser la crise.

Matteo Salvini – à 31% d'opinions favorables – baisse dans les sondages, la Ligue perd 5 points et passe à 25% des intentions de vote, demeurant néanmoins le parti le plus crédité. Mais une autre figure d'extrême droite, Giorgia Meloni (avec 35% d'opinions favorables), grignote son électorat. Son parti Fratelli d'Italia, classé plus à droite que la Ligue, cumule désormais 14% des intentions de votes. L'ascension de ce parti est extrêmement préoccupante. À Gênes, il y a trois ans, un de ses membres, conseiller municipal de l'actuelle majorité, a officiellement, en arborant fièrement son écharpe tricolore, rendu hommage aux morts de la (bien nommée) République de Salò, régime fantoche sous commandement nazi mis en place aux dernières heures de la guerre. En France, cela reviendrait à rendre hommage à la Légion Charlemagne. L'actuel maire de la ville ne s'était alors pas réellement clairement dissocié de l'hommage et n'avait pas pris de mesure contre un geste relevant pourtant de l'apologie de crime contre l'humanité.

La situation politique actuelle de l'Italie comme de la ville de Gênes est extrêmement confuse. Au niveau national, si la droite perd de l'influence en ces temps difficiles, cela ne signifie pour autant pas que les idées de gauche progressent. Par exemple, le sempiternel débat sur l'octroi du droit du sol aux enfants étrangers nés en Italie est toujours extrêmement clivant, celui sur l'accueil des migrants encore plus.

En Italie, l'appellation « antifascisme » revêt pour ainsi dire l'aspect d'un « brand » qui aurait deux principales franchises : une institutionnelle, l'ANPI, l'influente association des Partisans qui lutte contre toute résurgence des idées fascistes, une autre beaucoup plus *underground*, liée à l'ultragauche autonome, qui se veut internationaliste.

Beaucoup de personnes âgées mais aussi d'adultes et de jeunes ayant grandi dans des familles antifascistes n'adhèrent pas aux idées véhiculées par les groupes dits « antifa », issus des Centres sociaux autogérés, qui s'autoproclament héritiers des Partisans. Car aujourd'hui, en Italie, la plupart de ces mouvement militants antifascistes autonomes considèrent que la lutte de jadis doit désormais prendre la forme, outre de la lutte contre l'extrême droite, d'un accueil indifférencié aux migrants voire de la promotion du *no border*.

À Gênes, la situation s'inverse parfois. En effet, un nombre non négligeable d'habitants ayant voté pour l'actuelle majorité, classée très à droite, participent aux activités de la Caritas ou d'autres œuvres et associations qui viennent clairement en aide aux migrants en difficulté au niveau alimentaire mais aussi médical et juridique. Il faut dire qu'ici, l'Église et ses congrégations jouent

encore un rôle très important dans la vie sociale.

En fait, un seul homme semble aujourd'hui capable d'incarner indistinctement les valeurs de l'antifascisme originel et celles plus radicales promues par les militants *no border*. Le pape François est en effet l'unique personnalité dont les positions reflètent à la fois les idéaux des Partisans et leurs luttes contre les discriminations et la promotion sans équivoque de l'accueil des migrants.

L'actuel maire de la ville, qui connaît ses ouailles, joue donc ouvertement la carte du flou artistique en n'attaquant pas frontalement l'immigration, laissant cette besogne à ses alliés d'extrême droite. *Idem* pour le gouverneur de la région. Mais ce petit jeu pourra-t-il résister aux profonds bouleversements qui attendent l'Europe et à leurs conséquences sociales sur l'Italie ?

La ville de Gênes – qui a reçu la médaille d'or de la Résistance tant ses habitants s'étaient illustrés dans la lutte contre les nazis et les fascistes – a vécu lors des dernières élections municipales un changement historique en passant pour la première fois à droite sans qu'une réelle mobilisation ne se soit, depuis, créée à gauche. L'affaiblissement de Matteo Salvini et l'ascension de Giorgia Meloni pourraient néanmoins rebattre les cartes tant au niveau régional que national. Car si ni l'un ni l'autre ne se réclame de Mussolini, Fratelli d'Italia est clairement beaucoup plus proche que la Ligue de l'héritage idéologique du Duce.

Si les Italiens ne s'intéressent plus franchement à la politique depuis le début de la crise sanitaire, le retour en piste, passée la catastrophe, des différentes formations politiques pourrait donc déboucher sur une radicalisation inédite. En effet, de nombreux élus de la Ligue, comme le gouverneur de la région Lombardie, sont sous le feu des critiques pour leur gestion de la pandémie. Dans une moindre mesure, le gouverneur de la Ligurie (allié à la Ligue), en pleine campagne pour sa réélection, est aujourd'hui accusé de mauvaise gestion et est depuis peu pointé du doigt dans l'affaire de « son » navire-hôpital – dont la presse indique aujourd'hui qu'un lit médicalisé coûte l'équivalent du prix de 10 de ces mêmes lits à terre.

À la lumière de ces scandales, un prochain coup de barre à droite n'est donc pas inenvisageable pour nombre de responsables régionaux en campagne s'appuyant sur des coalitions qui pourraient, lors des prochaines élections, devenir toujours plus dépendantes de leurs formations les plus radicales. Ainsi, un glissement de l'électorat de Matteo Salvini vers Fratelli d'Italia pourrait déboucher sur la propagation d'un racisme assumé mettant fin à la diffusion d'un « racisme progressif » – une xénophobie qui était jusqu'ici diluée au sein des trois strates de décantation de la droite italienne : le centre-droit, équivalent de notre droite, la droite, qui correspond à notre extrême droite, et, enfin, l'extrême droite italienne qui n'a pas réellement d'équivalent en France

mais qui pourrait être idéologiquement qualifiée de « racialisiste » et comparée aux « identitaires ». Quand le centre-droit a disparu au profit de Matteo Salvini, un palier dialectique a été franchi et un autre pourrait désormais l'être si Giorgia Meloni prenait la place de Matteo Salvini, même si celle-ci sera attentive à ne pas personnellement tomber sous le coup de la loi. Le dernier palier serait alors celui d'une montée de Casapound, formation philo-fasciste faisant de l'apologie du fascisme, pourtant théoriquement pénalement répréhensible, son fonds de commerce.

Au niveau politique, nous pourrions peut-être alors, passée l'heure de grâce de Giuseppe Conte et les effets de la crise aidant, nous retrouver dans un scénario à la grecque où des néo-fascistes cannibalisent « l'extrême droite classique » pour marteler plus ouvertement leur propagande raciste.

Mais si la lutte contre le nazisme ou le fascisme pouvait, il y a soixante-quinze ans, s'apparenter à une lutte du bien contre le mal, elle risque aujourd'hui d'apparaître anachronique pour les générations actuelles dont les préoccupations sont avant tout économiques. Le risque d'abstention et la perte de légitimité des dirigeants pourraient alors se traduire par un affaiblissement du politique dans un pays qui, plus que jamais, a besoin de *leadership* alors que sa position internationale et son économie s'affaiblissent. Une situation susceptible d'accentuer la crise de la représentativité que, peut-être, seule une réforme des institutions – justement issues de la victoire sur le fascisme – pourrait alors probablement enrayer.